

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Ethique-geopolitique-et-raison-de-l-etat>

Ethique, géopolitique et raison de l'état.

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : lundi 9 mai 2011

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La convergence des diverses crises sur le plan mondial et leur impact dans la région latinoaméricaine n'arrêtent pas de projeter ombres et opacités qui imposent d'approfondir les débats, de façon très particulière sur comment promouvoir les projets émancipatoires en un moment de virages profonds géopolitiques. Dans les derniers jours, et de façon simultanée, nous assistons à la formation de « l'Alliance du Pacifique » entre le Chili, la Colombie, le Mexique et le Pérou, et l'extradition de Joaquín Pérez Becerra, directeur de l'agence Anncol, par le gouvernement d'Hugo Chavez à la Colombie de Juan Manuel Santos.

L'impression que cela donne est que nous vivons un recul des gouvernements liés à l'Alba et l'approfondissement simultané de la stratégie étasunienne pour freiner l'ascension du Brésil en Amérique du Sud et, surtout, pour mettre des bâtons dans les roues à l'étroite alliance qu'il est entrain de souder avec la Chine.

Comme le décrit l'économiste Óscar Ugarteche, « l'Alliance du Pacifique » née à Lima, cherche à ressusciter les objectifs de feu l'ALCA sur la base des TLC que les États-Unis ont signés avec les quatre membres, bien quelle soit encore en attente de l'approbation le traité avec la Colombie. C'est, certainement, un pacte contre le Mercosur et l'intégration régionale, et d'une manière plus explicite contre le « Conseil de Défense Sudaméricain », qui avance très lentement. C'est une manière de freiner le Brésil et son hégémonie régionale croissante. Mais c'est aussi le meilleur chemin pour **riveter** la vocation d'exportateurs de minerais de ces pays, qui les transforme en champs d'opérations des grandes multinationales minières et, par conséquent, dans des sociétés extrêmement inégales et polarisées, sans industrie ni élargissement dumarché interne.

Le 5 juillet doivent se réunir les présidents des 32 pays qui composent la « **Communauté des États Latinoaméricains et des Caraïbes** », née en février 2010 comme la première alliance de toute la région sans la présence des États-Unis et du Canada. Héritière du *Groupe de Río* et du *Sommet de l'Amérique Latine et des Caraïbes sur Intégration et Développement*, elle a prévu une réunion des ministres des Finances en mai pour dessiner des mécanismes de commerce sans l'utilisation du dollar, pour créer « un système monétaire, financier et économique qui depuis l'Amérique Latine se renforce en développant les capacités nécessaires pour s'intégrer au marché dans des conditions d'égalité et de bienfait mutuel dans la construction d'un monde multipolaire », selon le ministre des affaires étrangères vénézuélien Nicolás Maduro (Aporrea, le 30 avril).

Il est évident que toute tendance trouve sa résistance, et que Washington ne pouvait laisser prendre des initiatives dans sa cour arrière face sa perte croissante de rôle principal, face à un avenir proche dans lequel le plus probable est l'approfondissement de la crise de son économie et du dollar comme monnaie de réserve globale. Dans le scénario interétatique d'une dispute hégémonique aigue, où chaque pièce qui bouge est observée en détail par chacun des gouvernements, les élections au Pérou sont l'élément le plus important à prendre en compte dans les prochaines semaines.

Personne n'ignore ce qui est en jeu. La revue brésilienne Isto E a interviewé Ollanta Humala sur le fait que la route interocéanique entre Río Branco, dans l'état d'Acre, et Puerto Maldonado, dans la jungle péruvienne, contribuera au développement des deux pays. La réponse du candidat à la présidence fut transparente : « Le Brésil a besoin d' un associé stratégique de ce côté-là du Pacifique et je crois que le Pérou est le partenaire idéal pour remplir ce rôle » (Isto E, le 20 avril). Mais les ports du Pacifique sont aussi stratégiques pour le commerce de la Chine avec l'Amérique du Sud, pays qui est devenu le deuxième partenaire commercial de la région et le premier partenaire du Brésil, déplaçant les États-Unis de la place de choix qu'il a occupée presque tout le XXe siècle.

Dans cette conjoncture, les relations entre la Colombie et le Venezuela sont entrain de vivre des changements importants depuis que Santos est arrivé au Palais de Nariño. Rien n'a changé en Colombie : la guerre suit son cours, tandis que le modèle néolibéral est approfondi par un « Plan de développement 2011-2014 » qui creuse la spoliation des peuples autochtones et paysans. Mais il y a un changement dans la politique extérieure, un changement

cosmétique mais qui lui permet de passer à l'offensive face à ses voisins. À l'élection de l'ex-gauchiste et ex-syndicaliste Angelino Garzón comme vice-président, s'additionne la nomination de Maria Emma Mejía comme secrétaire de l'Unasur, charge qu'elle partage avec le ministre vénézuélien de l'Électricité Alí Rodríguez pour succéder au défunt Néstor Kirchner.

En plus d'avoir été ministre des Relations extérieures et ministre de l'Éducation, Mejía est passée par le parti de gauche *Pôle Démocratique Alternatif*, ce qui consolide la stratégie de Santos de se détacher de l'uribisme dans sa politique extérieure pour montrer un visage plus aimable. Dans ce nouveau climat eut lieu l'extradition de Pérez Becerra vers la Colombie, sans débat, sans procès, obéissant seulement à une plus que discutable raison d'État. Tout indique que le journaliste, accusé de liens avec les FARC, fut victime d'une manoeuvre de Santos et d'un calcul d'intérêts de Chavez. Le processus bolivarien ne traverse pas son meilleur moment et les élections de décembre 2012 peuvent être l'occasion que cherche l'opposition depuis plus d'une décennie.

La raison d'État et les intérêts géopolitiques appartiennent à familles différentes aux valeurs éthiques de gauche. Les premiers se guident sur le pragmatisme, qui est l'art de la politique pour conquérir ou conserver le pouvoir. L'éthique guide l'action collective pour aller au-delà de ce que nous avons, ayant comme nord la préservation des collectifs humains et non humains, ce que nous appelons nature. Dans des certains moments il peut y avoir une coïncidence d'intérêts entre les deux logiques. Mais ce qui caractérise la politique éthique c'est ce qu'elle ne met jamais en avant les petits intérêts, en général individuels, et les mesquineries groupales. Sauf pour qui regarde le monde de haut, il n'y a pas de politique sans risques, sans mettre en jeu à chaque action tout ce qui a été conquis jusqu'à ce moment.

[La Jornada](#). Mexico, le 6 mai 2011.

Traduit de l'espagnol pour *El Correo* par : Estelle et Carlos Debiasi

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).

El Correo. Paris le 9 mai 2011.